Jugement
Commercial

N°134/2020
Du 18/08/2020

CONTRADICTOIRE

**CENTRE
AFRICAIN
D'AGROBUSINE
SS SARL**

C /

**l'ENTREPRISE
GEOFOR-NIGER**

**Monsieur
OUSMANE
DIORI OUSSEINI**

REPUBLIQUE DU NIGER
COUR D'APPEL DE NIAMEY
TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

AUDIENCE PUBLIQUE DE VACATION DU 18 AOUT 2020

Le Tribunal en son audience du Dix-Huit Août Deux mil Vingt en laquelle siégeaient Monsieur **ZAKARIAOU SEIBOU DAOUDA**, **Président**, Messieurs **MAIMOUNA MALE IDI ET IBBA HAMED IBRAHIM**, **Consulaires** avec voies délibératives avec l'assistance de Maitre **Madame MOUSTAPHA AMINA**, **Greffière** audit Tribunal, a rendu le jugement dont la teneur suit :

Entre

LE CENTRE AFRICAIN D'AGROBUSINESS SARL, ayant son siège social à Niamey, quartier Village de la Francophonie, Villa 171, BP : 887 Niamey-Niger, PCCM-N-NIA—2014-M-183/NIF : 18.995/S, représentée par son gérant Monsieur MOUSSA MAIHATCHI CHIPKAO, assisté de la SCPA IMS, Avocats Associés, Rue KK37, Porte 128, BP : 11.457, tél : 20 37 07 03, au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

Demandeur d'une part :

Et

l'ENTREPRISE GEOFOR-NIGER, de travaux hydrauliques, RCCM/NI/NIA/2012/A/4016, NIF : 24351/S, tél : 96 56 16 16/96 52 17 85/90 71 86 86, ayant son siège social à Niamey au quartier Francophonie, représentée par son gérant, assisté de Maitre BOUBACAR ALI, Avocat à la cour, Cabinet d'Avocats LEXIS CONSEILS, 69, Rue de l'Islam, immeuble BNIF AFOUA, BP : 434, Niamey-Niger, tél : 20 73 25 61, à l'étude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites ;

Défendeurs d'autre part :

Monsieur **OUSMANE DIORI OUSSEINI**, Enseignant de Nationalité Nigérienne, né en 1971 à Niamey, y demeurant, tél : 97 78 61 66, assisté de Maitre HAMANI KARIMOU, Avocat à la cour ;

Appelé à la cause :

LE TRIBUNAL

Attendu que par exploit du 31 mars 2020 de Maitre ALHOU NASSIROU, Huissier de Justice à Niamey, le CENTRE AFRICAIN D'AGROBUSINESS SARL, ayant son siège social à Niamey, quartier Village de la Francophonie, Villa 171, BP : 887 Niamey-Niger, PCCM-N-NIA—2014-M-183/NIF : 18.995/S, représentée par son gérant Monsieur MOUSSA MAIHATCHI CHIPKAO, assisté de la SCPA IMS, Avocats Associés, Rue KK37, Porte 128, BP : 11.457, tél : 20 37 07 03, au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites, a assigné l'ENTREPRISE

GEOFOR-NIGER, de travaux hydrauliques, RCCM/NI/NIA/2012/A/4016, NIF : 24351/S, tél : 96 56 16 16/96 52 17 85/90 71 86 86, ayant son siège social à Niamey au quartier Francophonie, représentée par son gérant, assisté de Maître BOUBACAR ALI, Avocat à la cour, Cabinet d'Avocats LEXIS CONSEILS, 69, Rue de l'Islam, immeuble BNIF AFOUA, BP : 434, Niamey-Niger, tél : 20 73 25 61, à l'étude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites devant le tribunal de céans à l'effet de ;

Y venir l'ENTREPRISE GEOFOR-NIGER, de travaux hydrauliques, RCCM/NI/NIA/2012/A/4016, NIF : 24351/S, tél : 96 56 16 16/96 52 17 85/90 71 86 86, ayant son siège social à Niamey au quartier Francophonie, représentée par son gérant pour s'entendre :

- *Constater l'inexécution par l'ENTREPRISE GEOFOR-NIGER, TOUS TRAVAUX D'HYDRAULIQUE de son obligation vis-à-vis du requérant ;*
- *Constater son refus manifeste de reprendre le forage mal fait et ou de son perfectionnement ;*
- *Condamner par conséquent l'ENTREPRISE GEOFOR-NIGER, TOUS TRAVAUX D'HYDRAULIQUE à payer au CENTRE AFRICAIN D'AGROBUSINESS SARL la somme de 4.930.000 francs CFA correspondant aux frais de la réalisation du forage et son équipement en système solaire et 20.000.000 F CFA à titre de dommages et intérêts pour retard et résistance abusive et vexatoire ;*
- *Ordonner l'exécution provisoire sur minute et avant enregistrement de la décision à venir sous astreinte de 500.000 francs CFA par jour de retard ;*
- *Condamner l'ENTREPRISE GEOFOR-NIGER, TOUS TRAVAUX D'HYDRAULIQUE aux entiers dépens ;*

Conformément aux articles 31 de la loi 2019-01 du 30 avril 2019 sur les tribunaux de commerce, les deux dossiers inscrites au rôle sous les numéros 236 et 262 ont été enrôlés respectivement pour le 09/07/2020 et le 21/07/2020 en vue de la tentative de conciliation ;

Le dossier a été renvoyé au 22/04/2020 à la demande des parties dans l'espoir de parvenir à une conciliation ;

A cette date, le CENTRE AFRICAIN D'AGROBUSINESS SARL a sollicité un ultime renvoi au 29/04/2020 à l'effet d'appeler en cause Monsieur OUSMANE DIORI OUSSEINI dont elle dit avoir tout intérêt à être présent dans cette procédure pour confirmer ou infirmer la qualité des travaux accomplis ;

Par exploit en date du 23 avril 2020 le CENTRE AFRICAIN D'AGROBUSINESS SARL a appelé en cause Monsieur OUSMANE DIORI OUSSEINI, Enseignant de Nationalité Nigérienne, né en 1971 à Niamey, y demeurant, tél : 97 78 61 66, assisté de Maître HAMANI KARIMOU, Avocat à la cour, à l'effet de :

y venir ce dernier pour :

- *Prendre telles conclusions qu'il juge nécessaires ;*

- *Voir déclarer opposable la décision à intervenir ;*
- *Condamner le requis aux dépens ;*

La tentative ayant échoué, les parties et leurs causes ont été renvoyées devant le juge de la mise en état qui, suivant ordonnance en date du 21/06/2020 a clôturé son instruction et les a renvoyé à l'audience des plaidoiries du 28/07/2020 ;

A cette date le dossier a été renvoyé à l'audience du 11/08/2020 à la demande des parties qui ont déclaré vouloir se concilier et de transmettre leur accord avant ladite date ;

L'acte de transaction n'ayant pas été présenté au tribunal à la date sollicitée, le dossier a été mis en délibéré à la demande des parties qui ont toujours réitéré leur désir de conciliation et de transmettre l'acte transactionnel en cours de délibéré ;

Suivant procès-verbal de conciliation n°28 en date du 14/08/2020 établi devant le Président du tribunal de commerce, transmis au tribunal, les parties ont déclaré se concilier et le président leur en a donné acte ;

Attendu que le procès-verbal dont s'agit rempli tous les critères de validité nécessaire à ce qu'il produise tous les effets d'un acte de conciliation judiciaire mettant de ce fait, fin au litiges qui oppose les parties dans les termes qu'elles ont librement décidés ;

Qu'il y a dès lors lieu de leur en donner acte de leur conciliation intervenue hors prétoire du tribunal et en cours de délibéré ;

PAR CES MOTIFS :

Statuant publiquement contradictoirement, en matière commerciale et en dernier ressort ;

- **Reçoit l'action de CENTRE AFRICAIN D'AGROBUSINESS SARL conforme à la loi ;**
- **Constata la conciliation judiciaire intervenue entre les parties le 14/08/2020, hors prétoire devant le président du tribunal de commerce de Niamey en cours de délibéré ;**
- **Donne acte aux parties de leur conciliation judiciaire ;**
- **Notifie aux parties, qu'elles disposent d'un (1) mois, pour relever pourvoi devant la cour de cassation, à compter de son prononcé, par dépôt d'acte de pourvoi au greffe du tribunal de commerce de Niamey.**

Ont signé le Président et le Greffier, les jours, mois et an que suivent.

Suivent les signatures